



Budget 2026

Une seule réponse : La mobilisation !

TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE

Le 18 septembre 2025

La "Macronie" est à l'offensive !

Le projet de budget 2026, est d'une brutalité extrême. Avec la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés... Le gouvernement a choisi de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades.

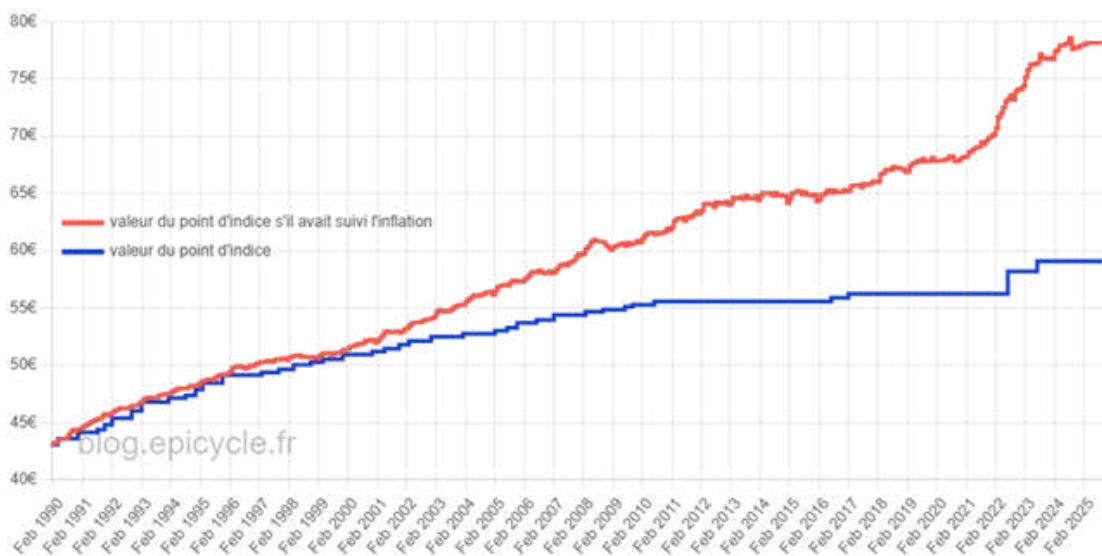
Après la démission de Bayrou, la nomination de Lecornu, soutien inconditionnel des politiques libérales, n'augure rien de bon.

Les annonces du nouveau PM sur la non suppression de deux jours fériés ou encore sur la fin des avantages des ex-Premiers Ministres ne répondent pas à nos revendications. La première n'est pas une concession puisqu'elle n'était pas mise en œuvre et la seconde représente d'après Public Sénat, une dépense de 4,5 millions d'euros par an. Or, les enjeux se posent en milliards.

L'essentiel du « Musée des horreurs » reste à l'agenda du gouvernement

Le gouvernement s'entête à faire payer la résorption du déficit par les classes moyennes et populaires. Pour les agents du service public, outre les mesures sur la protection de la santé ou sur les congés, le pouvoir d'achat baisse fortement car la décision a été prise de ne pas indexer le point d'indice sur l'inflation.

Depuis 2000, la baisse du pouvoir d'achat est de 29 %, dont 19% depuis 2010 !



Le service public de l'environnement attaqué !

Dans les parcs nationaux comme à l'OFB et plus généralement dans la Fonction Publique, outre la reconduction du blocage du salaire, les politiques annoncées se traduiraient par :

- La suppression de postes, avec l'annonce de 1/3 des départs à la retraite non remplacés, sans prise en compte des besoins pour exercer les missions.
- La précarisation des emplois, avec un recrutement massif de personnels en CDD en lieu et place de fonctionnaires recrutés sur concours.



Avec Bayrou, les reculs environnementaux ont été particulièrement marquants, et avec ce projet de budget, ils se poursuivraient. Alors que la transition écologique nécessiterait 10 à 15 milliards d'euros supplémentaires par an, un gel des budgets de l'Etat, à l'exception des armées, a été annoncé. Alors que le vivant s'effondre et que la France n'atteint pas des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (moins 0,8% en 2024 alors que le respect de la stratégie nationale bas-carbone n°3 requiert une baisse de 5% par an entre 2024 et 2030).

Dans un tel contexte, quel sens trouver à son travail ? Les agents du service public de l'environnement sont, au quotidien, tiraillés entre, d'un côté, la réalité de l'exercice de leurs métiers et missions et, de l'autre, des urgences sociétales et environnementales existentielles auxquelles ils sont enjoins de répondre sans disposer des moyens adéquats.



Des solutions existent pour préserver le Vivant et la santé publique, mais elles nécessitent une réorientation radicale de la politique budgétaire :

Avec une augmentation considérable de leurs richesses, les plus fortunés du pays doivent contribuer à la transition écologique et les richesses doivent être redistribuées.

Le patrimoine des 500 premières fortunes représentait 6,4% du PIB en 1993, contre 42% aujourd'hui. Entre 2003 et 2023, leur valeur cumulée passait de 126 Md€ à 1.170 Md€ !

Les entreprises, dont les multinationales, reçoivent annuellement 211 000 000 000 € d'aides publiques, sans pour autant renoncer à verser des dividendes records, à supprimer des emplois et à empoisonner notre cadre de vie. C'est le premier poste de dépense de l'Etat.

Pour une meilleure répartition des richesses produites par le monde du travail, les premières mesures doivent être l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, une augmentation générale des salaires (SMIC à 2000 €, rattrapage de la valeur du point d'indice) et des minima sociaux.

**La CGT Environnement appelle l'ensemble des agents à se mobiliser par la grève et la manifestation
jeudi 18 septembre 2025**

**POUR DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES A LA HAUTEUR DES ENJEUX,
POUR LA DEFENSE DE NOS SERVICES PUBLICS,
POUR LA DEFENSE DE NOS MISSIONS, DE NOS METIERS ET DE NOS CONDITIONS
D'EMPLOI,
La MOBILISATION c'est maintenant !**

Carte des mobilisations : <https://carte.cgt.fr/carto/carte/septembre/>

✉ cgt@ofb.gouv.fr

Pour nous suivre :

🌐 <https://equipementcgt.fr/spip.php?rubrique882>

@cgt-environnement.bsky.social

